



HAL
open science

Peut-on faire une sociologie féministe du féminisme? De la division sexuelle du travail à l'espace de la cause des femmes

Laure Bereni

► To cite this version:

Laure Bereni. Peut-on faire une sociologie féministe du féminisme? De la division sexuelle du travail à l'espace de la cause des femmes. Je travaille, donc je suis. Perspectives féministes, La Découverte, pp.255-265, 2018, 9782707199706. halshs-02353337

HAL Id: halshs-02353337

<https://shs.hal.science/halshs-02353337>

Submitted on 7 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Peut-on faire une sociologie féministe du féminisme ?

De la division sexuelle du travail à l'espace de la cause des femmes

Laure Bereni

Chapitre paru dans Margaret Maruani (dir.), *Je travaille, donc je suis. Perspectives féministes*, Paris, La Découverte, 2018, p. 255-265.

Quand, au début de la décennie 2000, j'ai commencé à travailler sur les mobilisations autour de la parité politique, qui avaient marqué la décennie précédente, il m'a semblé particulièrement difficile de trouver le « bon » cadre théorique pour dénouer les énigmes posées par cet objet.

Comment étudier des mobilisations de femmes dotées d'importantes ressources sociales et agissant principalement *dans* les institutions ? Ces mobilisations devaient-elles être catégorisées comme un *mouvement* social, comme un *débat* intellectuel et politique, ou comme une forme de *lobbying* institutionnel ? Comment travailler sur des mobilisations plurielles, s'inscrivant à la fois dans l'héritage des luttes dites « féminines » et « féministes » ?

Je retrace ici le cheminement intellectuel qui m'a conduite à forger la catégorie d'*espace de la cause des femmes* [Bereni, 2015] pour répondre à ces questions, et plus largement, à m'inscrire avec d'autres dans une démarche de sociologie *féministe* – c'est-à-dire informée par le regard critique du genre – des mouvements féminins et féministes. Pour ce faire, il a bien sûr fallu croiser les apports de la sociologie des mouvements sociaux et des recherches sur le genre. Mais la tâche n'a pas été aisée : en dépit de leurs apports, ces deux cadres ont aussi constitué un écran à l'analyse.

La sociologie féministe : une famille intellectuelle et politique

Les recherches « sur le genre » ont formé le cadre théorique privilégié de mes premières enquêtes de sociologie. J'ai découvert ces savoirs après une licence qui m'avait initiée aux principaux auteurs (masculins) du champ, et qui m'avait conduite à me plonger dans l'œuvre de Pierre Bourdieu. Dès l'automne 1998, je suivais les premiers cours de l'agrégation de sciences sociales dispensés par Anne Paillet à l'École normale supérieure sur la question « Féminin/masculin : approches sociologiques », et les séminaires sur le genre animés dans la même institution par Éric Fassin et Michel Feher. Je me suis convertie assez vite, fascinée par l'anti-essentialisme radical de ces recherches, et par la pluralité des cadres théoriques et disciplinaires qu'elles offraient. La découverte de ces recherches féministes m'ouvrait aussi des horizons politiques radicalement nouveaux. C'est à travers ces lectures, de sociologues, mais aussi de philosophes, d'historiennes et d'anthropologues, que j'ai construit une identité *politique* de chercheuse féministe, qui se trouvait par ailleurs soutenue, à l'époque, par la politisation inédite de ces questions dans l'espace public. Avec de jeunes collègues rencontrées dans « l'atelier genre » de l'École des hautes études en sciences sociales, pour la plupart en doctorat avec Rose-Marie Lagrave, nous avons lancé le collectif CLASCHES (collectif de lutte anti-sexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur) en 2002, dénonçant l'impunité des auteurs de harcèlement

sexuel dans l'enseignement supérieur, puis contribué à la création d'EFiGiES (association de jeunes chercheuses et chercheurs en études féministes, genre et sexualités) en 2003. Au-delà des idées, le champ des recherches sur le genre est donc devenu une famille intellectuelle [Clair et Dorlin, à paraître], faite de liens amicaux, d'affinités théoriques et de solidarité politique – qui n'excluent pas les désaccords et les clivages [Bereni et Lagrave, à paraître].

Il me paraissait alors évident qu'en travaillant sur la parité, je travaillais « sur le genre » et « dans une perspective de genre ». Ce sentiment était renforcé par les interactions avec des collègues qui ne traitaient pas d'objets aussi visiblement « sexués », principalement avec des politistes spécialistes des mouvements sociaux et de l'action publique. La science politique était – c'est encore le cas aujourd'hui – plus aveugle au genre que la sociologie. Le « tournant critique » des « sciences sociales du politique », qui s'était traduit au tournant de la décennie 1990 par le lancement de revues comme *Genèses* et *Politix*, mettait au jour les biais légitimistes et institutionnalistes de la discipline, mais s'appuyaient exclusivement sur le paradigme de la classe [Achin et Bereni, 2013]. Ces recherches n'avaient guère pris en compte le genre – pas plus que la race ou la sexualité – comme dimension structurante de l'analyse du politique, et notamment des mobilisations collectives. Si les perspectives de genre commençaient à émerger timidement dans le champ très dynamique de la sociologie des mouvements sociaux et du militantisme en France [Fillieule et Roux, 2009], les mouvements féministes et féminins étaient alors très peu étudiés. Les quelques travaux qui s'y intéressaient apparaissaient largement « hors champ », renvoyés à l'analyse des rapports entre genre et politiques publiques plutôt qu'aux débats théoriques de la sociologie des mobilisations collectives [Bereni et Revillard, 2012].

L'ombre portée du féminisme sur la sociologie du féminisme

Les sciences sociales du genre étaient jusqu'à la moitié des années 2000, en France, dominées par le paradigme de la « division sexuelle du travail ». En s'appropriant certains éléments de la tradition du féminisme matérialiste¹ (notamment le concept de « mode de production domestique » proposé par Christine Delphy), des sociologues, comme Danièle Kergoat, en avaient fait l'enjeu constitutif des « rapports sociaux de sexe » [Collectif, 1984 ; Kergoat, 2000]. Ce paradigme, mobilisé de manière plus ou moins lâche, imprégnait nombre de travaux, lus et discutés par les jeunes sociologues féministes, au sein de « l'atelier genre » de l'EHESS notamment. L'usage du terme genre, qui se généralisait, maintenait une forte empreinte matérialiste, héritant de la définition du concept proposée par Christine Delphy [1991]. Par ailleurs, en termes d'objet, le travail était l'objet dominant, comme l'illustre alors la productivité éditoriale de l'équipe du MAGE [Laufer, Marry et Maruani, 2001 ; 2003 ; Maruani 2005], et les recherches sur la sexualité commençaient à peine à ébranler la centralité de cet objet [Clair, 2012].

Il existait alors quelques recherches en sociologie des rapports sociaux de sexe portant sur les mobilisations collectives, parfois féministes, mais principalement dans le cadre du travail salarié. Margaret Maruani s'était intéressée dès les années 1970 aux

¹ Notons que le travail n'a pas occupé une place centrale pour la totalité des théoriciennes souvent associées au « féminisme matérialiste », comme le rappellent Maxime Cervulle et Isabelle Clair dans un article qui met au jour l'hétérogénéité de ce courant de pensée [2017].

mobilisations féministes dans le champ syndical [Maruani, 1979], dans le sillage de recherches d'historiennes sur les grèves de femmes [Perrot, 1978 (1974) ; Zylberberg-Hocquard, 1981]. Danièle Kergoat et ses collègues, dans leur enquête sur la coordination infirmière [Kergoat *et al.*, 1992 ; Kergoat, 1993], avaient examiné les conditions de possibilité d'un « sujet social femmes » dans des mouvements majoritairement féminins, principalement construits dans les termes de la lutte des classes. D'autres recherches menées dans le sillage de celles de Danièle Kergoat s'intéressaient alors à l'imbrication des rapports sociaux de sexe et d'autres rapports sociaux dans la division du travail militant [Dunezat, 2004 ; 2006 ; Bargel, 2005 ; Guyon, 2009]. Des réflexions émergeaient par ailleurs sur l'articulation entre le féminisme et d'autres critiques des rapports de domination (classe, race) [Galerand, 2009], mais davantage dans une perspective de théorie féministe et d'histoire des idées que de sociologie du militantisme et des mouvements sociaux [Fougeyrollas-Schwebel *et al.*, 2005].

Les sociologues féministes n'ont pas placé ces mouvements au cœur de leur agenda de recherche. Avec Rose-Marie Lagrave – je vais y revenir plus loin –, Françoise Picq fut l'une des rares sociologues héritant de cette tradition à s'y pencher [Picq, 1993], et sa monographie sur le mouvement des femmes des années 1970 fut importante pour construire les bases d'une sociologie du féminisme. Mais elle le fit en revendiquant la perspective d'un travail d'histoire et de mémoire, sans mobiliser les cadres de la sociologie des mobilisations collectives.

Au-delà de la rareté des travaux sur les mouvements constitués au nom des femmes et pour les femmes, les paradigmes qui dominaient alors la sociologie française du genre constituaient un écran à l'objectivation sociologique de ces mobilisations, tant ils engageaient, en tant que produits intellectuels dérivés du féminisme radical des années 1970, une définition normative du féminisme. Cette vision dominante du féminisme constituait un obstacle à l'analyse. Elle ne me permettait pas, par exemple, de prendre pour objet d'enquête les frontières réifiées (et hiérarchisées) entre « féminisme » et « féminin », entre « radicalisme » et « réformisme », entre « universalisme » et « différentialisme » ou encore entre « subversion » et « institutionnalisation », qui imprégnaient le regard que ces sociologues féministes portaient le plus souvent sur le féminisme.

J'en ai particulièrement pris conscience en étudiant de près les débats autour de la parité qui ont agité le petit monde des chercheuses féministes dans la première moitié des années 1990, avant que la cause soit projetée sous le feu des projecteurs médiatiques [Bereni, 2006]. Plusieurs sociologues des rapports sociaux de sexe s'étaient engagées dans ces controverses naissantes, le plus souvent *contre* la parité. Or, ces chercheuses se mobilisaient indissociablement en tant que spécialistes des rapports sociaux de sexe et en tant que gardiennes de la mémoire du féminisme « radical » des années 1970. Les arguments qu'elles formulaient révélaient à quel point leurs paradigmes d'analyse étaient difficilement détachables d'une vision socialement et historiquement située du féminisme – marquée par un certain rapport à la différence, aux institutions, au changement social et politique. Cette vision normative du féminisme constituait un cadre théorique fondateur, sacré, difficilement redevable d'une entreprise d'objectivation.

Pour faire une « bonne » sociologie des mobilisations menées par des femmes pour

la cause des femmes, plus spécifiquement autour de la parité, il paraissait donc indispensable de mettre à distance les paradigmes dominants de la sociologie des rapports sociaux de sexe et de division sexuelle du travail. Et ce, alors même que ces paradigmes avaient été essentiels à ma formation politique, à mon rapport au monde social, et à ma conception de ce que devait être une sociologie pleinement *critique*.

Bricolages transatlantiques

Heureusement, je n'étais pas la seule à avoir le sentiment d'être prise en étau entre le déni du genre des recherches en sociologie des mouvements sociaux et les résistances des sociologues féministes à l'objectivation du féminisme. Plusieurs lieux d'échanges entre pairs, au sein même du champ des études féministes et sur le genre, ont permis de construire peu à peu une sociologie *féministe* – ou *genrée* [Jacquemart, 2017] – des mobilisations féminines et féministes, et, pour ce qui me concerne, de forger la catégorie d'espace de la cause des femmes.

« L'atelier genre » de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), au début des années 2000, a joué un premier rôle dans la mise à distance de cet héritage intellectuel. Y étaient discutés les textes de théoriciennes féministes anglophones du politique, notamment Susan Moller Okin, Ann Phillips, Jane Mansbridge, ou encore Seyla Benhabib, qui ont été des sources précieuses pour penser de manière critique la représentation politique (certains de leurs textes étaient alors traduits pour la première fois en français dans [Ballmer-Cao *et al.*, 2000]). Même si ces contributions de philosophes étaient éloignées d'une entreprise d'objectivation sociologique du féminisme, elles offraient des outils pour penser des formes subversives de politisation de « l'identité », ce qui constituait une alternative aux grilles d'analyse héritées du féminisme radical français [Lépinard, 2007].

Le séminaire de Rose-Marie Lagrave à l'École des hautes études en sciences sociales, qui a porté pendant plusieurs années sur le féminisme, a également joué un rôle important. En raison de sa fidélité à Bourdieu et de sa position institutionnelle à l'EHESS, où elle avait co-fondé le master genre avec Éric Fassin en 2005, elle occupait à ce moment-là une position atypique dans le champ des recherches sur le genre. Elle était l'une des rares sociologues féministes à avoir entrepris une sociologie de son propre champ de recherche et, plus largement, à avoir engagé un travail d'objectivation du féminisme contemporain [Lagrave, 1990 ; 2000].

Mais c'est surtout dans le cadre du séminaire « Genre, féminisme et mobilisations collectives », lancé en janvier 2004 avec Anne Revillard, Alban Jacquemart, Liane Henneron et Magali Della Sudda (bientôt rejointes par Bibia Pavard, Marion Charpenel et Camille Masclat), que nous avons entrepris de construire une perspective d'analyse surmontant à la fois l'impensé du genre dans les recherches sur les mouvements sociaux et l'ombre portée du féminisme radical sur la sociologie du féminisme [cf. Della Sudda, 2007 ; Pavard, 2012 ; Charpenel, 2014 ; Jacquemart, 2015 ; Revillard, 2016 ; Masclat 2017]. Cette démarche s'est nourrie d'un double décentrement, dans le temps et dans l'espace.

D'une part, l'historiographie du féminisme a été un outil précieux pour rompre avec les visions normatives et essentialisées de cet objet [Cott, 1987 ; Klejman et

Rocheftort, 1989 ; Jenson, 1989 ; Bard, 1995 ; Offen, 2000 ; Riot-Sarcey, 2002 ; Gubin *et al.*, 2004 ; Scott, 1998 ; Thébaud, 2007]. Ces travaux permettaient de penser les *continuités* entre les mobilisations dites « féminines » et « féministes » en prenant au sérieux les processus de politisation de l'identité de genre ; ils mettaient en évidence les *fluctuations* du sens et les appropriations variées du terme « féminisme » ; ils plaçaient le regard sur les *ambivalences* des mobilisations menées au nom de la cause des femmes, entre subversion et reproduction de l'ordre du genre, entre progressisme et conservatisme. Parallèlement, nous avons puisé dans des corpus de travaux anglophones en sociologie des mouvements féministes contemporains. Aux États-Unis, en particulier, ce champ d'étude était particulièrement dynamique, constituant une branche visible de la sociologie des mouvements sociaux depuis le début des années 1990. Ces recherches ont appliqué au féminisme les mêmes grilles d'analyse qu'à tout autre mouvement. En même temps, elles ont fait apparaître les « biais de genre » des recherches sur les mouvements sociaux, et ont produit des concepts nouveaux, tels que ceux de « structure dormante » (*abeyance structure*) [Taylor, 2005 (1989)], de « communauté de mouvement social » (*social movement community*) [Taylor, Whittier, 1992 ; Staggenborg, 1998], de « contestation intra-institutionnelle » [Katzenstein, 1998 ; Banaszack, 2010], ou encore de « féminisme d'État » [Sawer, 1990 ; Eiseinstein, 1995 ; McBride et Mazur, 1995 ; Banaszack, Beckwith et Rucht, 2003]. La lecture de ces travaux permettait de saisir le continuum des contestations collectives autour de la cause des femmes, au-delà de la frontière entre mouvement et institutions, au-delà des seuls épisodes de « pics » de mobilisation, mais aussi au-delà d'une vision androcentrée du militantisme – défini comme engagement formel dans un collectif explicitement politique [Bereni et Revillard, 2012].

C'est au croisement de ces recherches et des réflexions menées en France sur l'usage de la notion bourdieusienne de « champ » (en particulier les développements de Lilian Mathieu sur le concept d'« espace des mouvements sociaux » [Mathieu, 2007]) qu'a émergé la catégorie d'espace de la cause des femmes. En deux mots, ce concept désigne la configuration de sites de mobilisation au nom des femmes et pour les femmes dans une pluralité de sphères sociales². Il met l'accent sur l'extraordinaire hétérogénéité des mobilisations pour la cause des femmes, en dégagant une multiplicité de *pôles*, au-delà de ce qu'on appelle ordinairement le « mouvement » (en incluant aussi des sites de mobilisation *dans* les institutions) et de *mouvances* idéologiques, au-delà des définitions dominantes du féminisme. Cette notion permet aussi de placer le regard sur les liens, matériels et discursifs, qui unissent ces différents pôles et mouvances, et rendent parfois possibles, dans certaines configurations historiques, l'essor de campagnes transversales – ce fut le cas par exemple avec la parité.

Ce détour intellectuel, à distance des paradigmes dominants de la sociologie du genre héritière du féminisme matérialiste, a permis de faire une sociologie pleinement *critique* – articulant les héritages de la sociologie et des études féministes – des mouvements féministes. Le concept d'espace de la cause des femmes en est l'un des produits. Il reste, pour revenir au fil de cet ouvrage, à tisser des liens entre la sociologie du féminisme, d'une part, et les analyses féministes du travail, d'autre part. Je m'y suis attelée, avec d'autres, dans des chantiers de recherche récents, portant sur les mobilisations autour de la « diversité » et de la « mixité » dans le monde des affaires en

² Pour une présentation détaillée du concept, voir [Bereni, 2015], en particulier l'introduction.

France et aux États-Unis, ou encore sur la réception des politiques d'égalité par les cadres de la fonction publique [Marry *et al.*, 2017].

Bibliographie

- ACHIN Catherine et BERENI Laure, 2013, « Comment le genre vint à la science politique », in ACHIN C. et BERENI L. (dir.), *Dictionnaire Genre & Science politique. Concepts, objets, problèmes*, Paris, Presses de Sciences po, p. 13-42.
- BALLMER-CAO Than-Huyen, MOTTIER Véronique et SGIER Lea (dir.), 2000, *Genre et politique : débats et perspectives*, Paris, Gallimard (Folio).
- BANASZAK Lee Ann, 2010, *The Women's Movement Inside and Outside the State*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BANASZAK Lee Ann, BECKWITH Karen, et RUCHT Dieter (dir.), 2003, *Women's Movements Facing the Reconfigured State*, New York, Cambridge University Press.
- BARD Christine, 1995, *Les filles de Marianne, Histoire des féminismes 1914-1940*, Paris, Fayard.
- BARGEL Lucie, 2005, « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant(e)s », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 24, n° 3, p. 36-49.
- BERENI Laure, 2006, « Les féministes françaises et la 'parité'. Permanences et renégociations des partitions héritées de la décennie 1970 », in COHEN A., LACROIX B., RIUTORT P. (dir.), *Les formes de l'activité politique Éléments d'analyse sociologique (XVIIIe-XXe siècle)*, p. 123-141.
- BERENI Laure, 2015, *La bataille de la parité. Mobilisations pour la féminisation du pouvoir*, Paris, Economica.
- BERENI Laure et REVILLARD Anne, 2012, « Un mouvement social paradigmatique ? Ce que le mouvement des femmes fait à la sociologie des mouvements sociaux », *Sociétés contemporaines*, n° 85, p. 17-41.
- BERENI Laure et LAGRAVE Rose-Marie, à paraître, « Les affinités électives », in CLAIR I. et DORLIN E. (dir.), *Photo de famille*.
- CHARPENEL Marion, 2014, *"Le privé est politique !" : sociologie des mémoires féministes en France*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris.
- CLAIR Isabelle, 2012, *Sociologie du genre*, Paris, Armand Colin (128).
- CLAIR Isabelle et DORLI, Elsa (dir.), à paraître, *Photo de famille*.
- CERVILLE Maxime et CLAIR Isabelle, 2017, « Lire entre les lignes : le féminisme matérialiste face au féminisme poststructuraliste », *Comment s'en sortir ?*, n° 4, p. 1-22.
- COLLECTIF, 1984, *Le sexe du travail. Structures familiales et système productif*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- COTT Nancy, 1987, *The Grounding of Modern Feminism*, New Haven, Yale University Press.
- DELPHY Christine, 1991, « Penser le genre : quels problèmes ? », in HURTIG M.-C., KAIL M., ROUCH H., *Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes*, Paris, CNRS éditions.
- DELLA SUDDA, Magali, 2007, *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie : socio histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*, thèse de doctorat en histoire, EHESS/Université La Sapienza.

- DUNEZAT Xavier, 2004, *Chômage et action collective. Luttés dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines.
- DUNEZAT Xavier, 2006, « Le traitement du genre dans l'analyse des mouvements sociaux : France/États-Unis », *Cahiers du genre*, hors-série n° 1, p. 117-141.
- FILLIEULE Olivier et ROUX Patricia, 2009, *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences po.
- EISENSTEIN Hester, 1995, *The Australian femocratic experiment: a feminist case for bureaucracy*, in Myra Marx Ferree, Patricia Yancey Martin (dir.), *Feminist organizations. Harvest of the women's movement*, Philadelphie, Temple University Press.
- FOUGEYROLLAS Dominique, LEPINARD Eléonore, et VARIKAS Eleni (dir.), 2005, « Féminisme(s) : penser la pluralité » (dossier spécial), *Cahiers du genre*, n° 39.
- GALERAND Elsa, 2009, « Contradictions de sexe et de classe la marche mondiale des femmes de 2000 », in FILLIEULE O. et ROUX P. (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences po, p. 225-241.
- GUBIN Eliane, JACQUES Catherine, ROCHEFORT Florence, STUDER Brigitte, THEBAUD Françoise et ZANCARINI-FOURNEL Michelle, 2004, *Le siècle des féminismes*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières.
- GUYON Stéphanie, 2009, « Militer dans le mouvement amérindien en Guyane française » in FILLIEULE O. et ROUX P. (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences po, p. 227-297.
- JACQUEMART Alban, 2015, *Les hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable*, Rennes, PUR (Archives du féminisme).
- JACQUEMART Alban, 2017, « Une histoire genrée des mouvements suffragistes », *Vingtième siècle*, n° 133, p. 3-14.
- JENSON Jane, 1989, « Paradigms and Political Discourse: Protective Legislation in France and the United States Before 1914 », *Canadian Journal of Political Science*, June, vol. XXII, n° 2, p. 235-258.
- KATZENSTEIN Mary, 1998, *Faithful and fearless. Moving feminist protest inside the church and military*, Princeton, Princeton University Press.
- KERGOAT Danièle, 1993, « Réflexion sur l'exercice du pouvoir par des femmes dans la conduite des luttes, le cas de la coordination infirmières », in Michèle Riot-Sarcey (dir.), *Femmes, pouvoirs*, Paris, Kimé.
- KERGOAT Danièle, IMBERT Françoise, LE DOARE Hélène et SENOTIER Danièle, 1992, *Les infirmières et leur coordination. 1988-1989*, Paris, Lamarre.
- KERGOAT Danièle, 2000, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », in HIRATA H. et al. (eds), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF.
- KLEJMAN Laurence et ROCHEFORT Florence, 1989, *L'Égalité en marche Le féminisme sous la Troisième République*, Paris, Presses de Sciences Po.
- LAGRAVE Rose-Marie, 1990, « Recherches féministes ou recherches sur les femmes ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 83, p. 27-39.
- LAGRAVE Rose-Marie, 2000, « Une étrange défaite. La loi constitutionnelle sur la parité », *Politix*, n° 51, p. 113-141.
- LAUFER Jacqueline, MARRY Catherine et MARUANI Margaret (dir.), 2001, *Masculin-féminin : questions pour les sciences de l'homme*, Paris, PUF.
- LAUFER Jacqueline, MARRY Catherine et MARUANI Margaret (dir.), 2003, *Le travail du genre. Les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, Paris, La Découverte.
- LEPINARD Eléonore, 2007, *L'égalité introuvable. La parité, les féministes, et la République*, Paris, Presses de sciences po.

- MARUANI Margaret, 1979, *Les syndicats à l'épreuve du féminisme*, Paris, Syros.
- MARUANI Margaret (dir.), 2005, *Femmes, genre et sociétés. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- MARRY Catherine, BERENI Laure, JACQUEMART Alban, POCHIC Sophie et REVILLARD Anne, 2017, *Le plafond de verre et l'État. La construction des inégalités de genre dans la fonction publique*, Paris, Armand Colin.
- MATHIEU Lilian, 2007, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, p. 131-151.
- MASCLET Camille, 2017, *Sociologie des féministes des années 1970. Analyse localisée, incidences biographiques et transmission familiale d'un engagement pour la cause des femmes en France*, Université de Lausanne/Université Paris 8.
- MCBRIDE STETSON Dorothy et MAZUR Amy (dir.), 1995, *Comparative State Feminism*, Thousand Oaks, Sage.
- OFFEN Karen, 2000, *European Feminisms, 1700-1950 : A Political History*, Stanford, Stanford University Press.
- PAVARD Bibia, 2012, *Si je veux, quand je veux. Contraception et avortement dans la société française (1956-1979)*, Rennes, PUR (Archives du féminisme).
- PERROT Michelle, 1998, « Grèves féminines », in PERROT M., *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion [1^{re} éd. 1974].
- PICQ Françoise, 1993, *Libération des femmes. Les années mouvement*, Paris, Seuil.
- REVILLARD Anne, 2016, *La cause des femmes dans l'État, une comparaison France-Québec*, Grenoble, PUG.
- RIOT-SARCEY Michèle, 2002, *Histoire du féminisme*, Paris, La Découverte (Repères).
- SAWER Marian, 1990, *Sisters in suits. Women and public policies in Australia*, Sydney, Allen & Unwin.
- SCOTT Joan, 1998, *La citoyenne paradoxale. Les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel.
- STAGGENBORG Susan, 1998, « Social Movement Communities and Cycles of Protest: the Emergence and Maintenance of a Local Women's Movement », *Social Problems*, vol. 45, n°2, p. 180-204.
- TAYLOR Verta et WHITTIER Nancy, 1992, « Collective Identity in Social Movement Communities. Lesbian Feminist Mobilization », in MORRIS A. et MCCLURG MUELLER C. (eds.), *Frontiers in social movement theory*, New Haven, Yale University Press, p. 104-129.
- TAYLOR Verta, 2005 [1989], « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in FILLIEULE O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin.
- THEBAUD Françoise, 1998, *Écrire l'histoire des femmes et du genre*, Lyon, ENS éditions.
- ZYLBERBERG-HOCQUARD Marie-Hélène, 1981, *Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français*, Paris, Les Éditions ouvrières.